



Syndicat Français des
Chaudiéristes Biomasse

Communiqué de presse, le 1er décembre 2025

Les chaudières bois manifestent pour demander leur réintégration dans MaPrimeRénov'

En excluant le 1er janvier 2026 les chaudières bois du principal dispositif d'aide à la rénovation énergétique, l'Etat taille à la hache le pouvoir d'achat des Français, l'emploi et les aspirations des ménages de changer leur chaudière fuel ou gaz contre une solution haute performance à la fois décarbonée, locale, sûre et bon marché.

Les chaudières bois manifesteront à Paris, le jeudi 4 décembre, à partir de 8h00 à la rue de Constantine, à l'angle de la Rue de l'Université, pour demander leur réintégration dans *MaPrimeRénov'*, à l'appel du **Syndicat Français des Chaudiéristes Biomasse (SFCB)** et de ses alliés. Pour mémoire, les chaudières bois haute performance, sûres, économiques et décarbonées seront exclues de la principale aide de l'Etat aux travaux de rénovation énergétique des particuliers, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Cette décision ne passe pas du côté de l'industrie des chaudières biomasse ni de la filière Bois-Énergie, qui comptent à elles seules plus de 50 000 emplois non-délocalisables sur le territoire. **« A travers cette décision entérinée par le décret et l'arrêté du 8 septembre dernier, c'est le pouvoir d'achat des Français qui est raboté, des milliers d'emplois qui menacent d'être déracinés de nos usines et de nos forêts et un levier puissant de décarbonation du chauffage qui est brûlé sur l'autel d'une décision incompréhensible »**, expliquent Hervé Le Horgne, Thomas Perrissin et Nicolas Willerval, porte-parole du SFCB et respectivement dirigeants de Hargassner France, ÖkoFEN France et Heizomat France.

« Cet arrêté a été pris en catimini par un gouvernement démissionnaire, sans écouter les avis des experts ni des représentants de la Nation. Nous n'avons pas peur de dire que cette décision scie une branche sur laquelle la France est assise », poursuivent les porte-parole du SFCB. **« Exclure les chaudières bois haute performance des systèmes aidés par MaPrimeRenov', c'est tirer un trait sur un chauffage écologique local et sur une énergie renouvelable bon marché, au moment où l'on cherche à sortir du gaz et du fioul sans porter atteinte au pouvoir d'achat »**, poursuivent-ils.

En pleine saison de chauffe, dans un contexte de précarité énergétique grandissante, les chaudières bois revendiquent leur place dans le mix énergétique et exigent leur réintégration sans délai et avant le 1er janvier prochain dans MaPrimeRenov', au nom du pouvoir d'achat (le bois énergie est trois fois moins cher que l'électricité), du maintien de l'emploi sur nos territoires et de la décarbonation des ménages. La souveraineté industrielle et énergétique de la France figure aussi au rang des revendications portées par le Syndicat.

« Au-delà de défendre les intérêts particuliers d'une industrie qui représente des milliers d'emploi, produit l'essentiel de sa valeur dans l'Hexagone et détient le leadership mondial dans son secteur, il s'agit de protéger l'intérêt général et de restaurer le bon sens, la confiance et la chaleur humaine dont nous avons tant besoin », revendiquent les porte-parole.

« *Oui aux chaudières bois, non aux chaudières aux abois !* » sera l'un des slogans de cette contestation.

Pour voir de quel bois les chaudiéristes biomasse et leurs alliés se chauffent, rendez-vous le 4 décembre, à partir de 8h00, à l'angle des rues de l'Université et de la Rue Constantine, terre-plein #3 de l'Esplanade des Invalides, dans le 7ème arrondissement.

Pour des interviews avec les porte-parole, contactez l'agence Econovia :

econovia
STRATÉGIE & COMMUNICATION

- Aude Jaron - +33610667775
- Tiffany Ikia Dimi - +33615449874

Ou Roxane Renard, Responsable Communication - Hargassner +336 03 72 89 88